

Gauche neuchâteloise somme toute réaliste

Le PS neuchâtelois relaie les ambitions du parti national de renverser la majorité à l'issue des fédérales. C'est peu réaliste en ce qui concerne la députation cantonale, concèdent des candidats des autres partis de gauche.

PAR FREDERIC.MERAT@ARCINFO.CH

La gauche neuchâteloise part unie aux élections fédérales d'octobre prochain. Cela doit lui permettre de gagner un troisième siège au Conseil national, au détriment de la droite. Assumées dans un communiqué, ces ambitions ont été modérées, vendredi, lors d'une conférence de presse. Président du Parti socialiste, Christian Levrat avait affiché la couleur: l'objectif est de renverser la majorité de droite au parlement fédéral. «Notre force, c'est d'être apparentés, alors que la droite ne l'est pas», a souligné Florence Nater, présidente des socialistes neuchâtelois.



Les Vert'libéraux risquent de tirer des voix climatiques qui seront perdues pour nous.

VERONIKA PANTILLON
DÉPUTÉE VERTE AU GRAND CONSEIL



Les conseillers nationaux Philippe Bauer (à g.) et Denis de la Reussille. KEYSTONE

Chez les alliés de gauche, on tempère: «Le canton n'a que quatre élus au Conseil national», a relevé le conseiller national popiste Denis de la Reussille. «Décrocher un troisième siège n'est pas totalement impossible, mais il faut être lucide.» Si le Vert Fabien Fivaz espère «un retour de balancier», il observe qu'au niveau suisse, «c'est dur: nous avons un parlement conservateur et il ne l'a jamais été autant que depuis ces dernières années. Nos élus de droite sont d'ailleurs très conservateurs

et pas vraiment en phase avec la droite neuchâteloise.»

Concurrence des Vert'libéraux

Le socialiste Grégory Jaquet veut y croire, à la faveur de thèmes porteurs: «Avec l'urgence climatique, l'égalité et le mauvais bilan de la législature à Berne, les gens vont se mobiliser. Elire deux parlementaires de droite, c'est non seulement

de l'immobilisme, mais un retour en arrière.»

Mais les préoccupations environnementales des électeurs ne devraient pas uniquement profiter à la gauche. «Ce qui est dommage, c'est que les Vert'libéraux partent seuls. Ils risquent de tirer des voix climatiques qui seront perdues pour nous», a estimé la Verte Veronika Pantillon. Cela dit, «ils vont aussi tirer quelques voix à la droite».

L'enjeu principal, pour la gauche, reste donc inchangé: il s'agit de savoir qui, d'un Vert ou d'un popiste, occupera un fauteuil au Conseil national, l'autre revenant logiquement à un socialiste. On se souvient que la Verte Céline Vara avait, de manière peu diplomatique, revendiqué la place occupée par Denis de la Reussille.

Le Loclois n'a pas voulu rouvrir les hostilités avec sa rivale, qui était absente lors de la présentation aux médias de l'appareillement de la gauche: «Cela fait vingt ans que l'on sait que si l'on veut un siège à la gauche du PS, il faut à la fois une bonne liste Verte et une bonne liste popiste. Les électeurs choisiront.» Avec sagesse encore, Denis de la Reussille a relevé que «nous menons une campagne sur nos projets avant toute chose».

Le PLR retourne sa veste

Les candidats présents vendredi ont insisté sur ce qui distinguait la gauche de la droite. «Dans la lutte contre le dérèglement climatique, il n'y a que nous», a affirmé Grégory Jaquet. «La droite n'est pas concernée. Le retournement de veste du PLR est assez cocasse», a rebondi Veronika Pantillon. Denis de la Reussille a mis en garde contre la volonté du conseiller fédéral Ueli Maurer de «mettre à charge des cantons l'entier des subsides d'assurance maladie». Fabien Fivaz a, lui, évoqué des menaces sur la protection des locataires. Enfin, la socialiste Aurélie Widmer a dénoncé «un mépris pour les femmes en Suisse» et la popiste Derya Dursun a appelé à lutter contre l'homophobie.

Berne accuse Moutier d'avoir menti



Entre Berne et Moutier, un dialogue de sourds. KEYSTONE

Depuis dimanche dernier, le ton est monté entre le Conseil exécutif et la Municipalité prévôtoise.

Le ton monte entre le canton de Berne et le Conseil municipal de Moutier. Les deux camps s'accusent mutuellement de jeter de l'huile sur le feu suite à l'absence de la délégation bernoise au 40e anniversaire du canton du Jura, dimanche dernier à Saignelégier. Dernier épisode en date, le Conseil exécutif bernois a envoyé hier un communiqué dans lequel il dénonce «les affirmations mensongères» de la commune de Moutier. Celle-ci avait affirmé la veille que le conseiller d'Etat bernois Pierre Alain Schnegg avait tenu un discours le 16 mars dernier dans la cité prévôtoise, où il aurait déclaré que «Moutier restera bernoise.»

C'est faux, assure le canton de Berne. Il y explique que Pierre Alain Schnegg était bien présent à Moutier ce jour-là, mais qu'il ne s'était pas exprimé publiquement «pour ne pas jeter de l'huile sur le feu.»

Le Conseil exécutif bernois demande que les autorités prévôtoises «reviennent à la réalité» et adoptent un comportement «responsable.» Il ajoute qu'il trouve «préoccupant qu'une commune prenne autant de liberté avec la vérité.»

Contactée hier, la commune de Moutier n'a pas souhaité faire de commentaire sur ces accusations, pour l'instant du moins.

Accusations mutuelles

Déjà tendues, les relations entre les autorités bernoises et prévôtoises se sont encore envenimées après les festivités marquant les 40 ans de la création du canton du Jura à Saignelégier. La délégation bernoise, où figurait Pierre Alain Schnegg, avait dû annuler son déplacement dimanche matin, le gouvernement jurassien et la police ne pouvant pas garantir sa sécurité.

Mercredi, le canton de Berne a condamné cette annulation de dernière minute, affirmant que «des menaces et provocations» devaient appartenir au passé. Il a aussi exigé que les autorités de Moutier contribuent à «apaiser la situation en s'engageant à réconcilier les deux camps plutôt qu'en jetant de l'huile sur le feu.» **ATS**

Travaux plus chers: les élus se montrent conciliants

SAINT-BLAISE Les conseillers généraux ont approuvé jeudi un crédit complémentaire pour achever les travaux au cœur du village.

Le montant n'était pas anodin. Et les motifs de mécontentement nombreux: crédit initial dépassé de 40%, gros retard dans les travaux, communication déficiente avec les habitants et les commerçants du village. Malgré tout, les conseillers généraux de Saint-Blaise ont accepté à une confortable majorité un crédit complémentaire de 530'000 francs pour permettre l'achèvement du chantier de réfection, en sous-sol et en

surface, entamé il y a un an au centre de la localité.

Devant le fait accompli

Les intervenants des trois groupes politiques ont pour la plupart fait preuve d'indulgence s'agissant des questions techniques et des mauvaises surprises géologiques, qui peuvent expliquer le surcoût. Ils se sont en revanche montrés plus sévères sur la manière dont l'exécutif avait «managé» le chantier. «Nous

avons été mis devant le fait accompli», s'est exclamé un élu, qui a par ailleurs mis le doigt sur sa communication insuffisante.

Sans préavis

Rappelons en outre que la démission en bloc de la commission d'urbanisme, annoncée il y a une dizaine de jours, n'est pas sans lien avec ce dossier. C'est donc sans le préavis de ladite commission – qui n'a pas encore été re-



Les travaux au centre de Saint-Blaise devraient pouvoir s'achever.

Le Conseil général a accepté jeudi de rallonger le crédit. DAVID MARCHON

constituée – que le plénum a accepté un autre crédit, d'un montant de 165'000 francs, destiné à financer l'avant-projet de révision du plan d'amé-

nagement local. Une tâche par laquelle passeront toutes les communes, qui découle de la nouvelle loi fédérale sur l'aménagement du territoire,

mais que de nombreux élus ont qualifiée d'«acte politique fort».

Cinquième bénéficiaire

Enfin, c'est à l'unanimité que les membres du législatif saint-blaisois ont adopté les comptes 2018. Le contraire eût été étonnant: ces derniers bouclent avec un joli bénéfice supérieur à 1,2 million de francs, pour un total de charges de 10,3 millions. Et comme c'est la cinquième fois d'affilée, depuis 2014, que l'exercice annuel est positif, la commune voit sa fortune nette croître, au-dessus de 7 millions.

C'est dans ce contexte que des voix, du côté du PLR et de l'Entente, ont murmuré l'idée de revoir le taux d'imposition. A la baisse, forcément. L'amorce du prochain débat budgétaire? **SDX**